# UD NORD

JUIN 2022

Numero : 922

Prix : 1 euro

**Union départementale des syndicats CGT du Nord**

03.59.26.06.30

contact@cgt59.fr

254 bd de l'usine
59030 Lille cedex

www.cgt59.fr

@udcgtnord59

@udcgtnord59

UDnews#59

# EDITO

Le rapport au politique et singulièrement aux élections, dans notre CGT, est marqué à la fois par de l'intérêt, et par une forme de recul. Intérêt car nous faisons de la *politique* tous les jours et que nombre d'entre nous s'y engagent. Recul car nous sommes collectivement conscients du fait que seule la lutte des classes menée par les masses et dans la grève peut faire bouger les lignes. Et ce, même avec des gouvernements *de gauche*. Les élections servent en fait à déterminer *sur quel terrain* nous mènerons la lutte.

Les législatives qui viennent de prendre fin nous mettent dans une situation nouvelle et par certains aspects, inédite. Trente années de reculs et de défaites – à quelques exceptions près, ont éloigné des échéances politiques/ politiciennes une partie majoritaire des travailleurs (plus de 50 % d'abstention, laquelle est évidemment moins forte dans les beaux quartiers…). Cela n'empêche en rien les élus de gouverner, soit dit en passant.

Autre fait hélas têtu : l'implantation continue du R.N. Les gouvernements de Macron et de ses prédécesseurs portent bien sûr une responsabilité majeure dans cette implantation, doublée d'une « dédiabolisation » fort opportune. En reprenant les thématiques oiseuses des racistes – qui permettent d'évacuer la question sociale, en instrumentalisant le R.N. pour s'assurer des « victoires faciles », les « partis de gouvernement » pavent la voie au fascisme qui vient.
Car il faut employer les mots justes. Et reprendre dans nos formations les bases de la culture politique de notre CGT, pour écarter les travailleurs de ce piège mortel ; il s'agit de pratiquer et répandre un *antifascisme* militant, qui rappelle la fonction même du fascisme dans le système capitaliste.

Et quel meilleur exemple que celui donné par les macronistes, dans leur nouvelle version du *« Plutôt Le Pen que Mélenchon »*, qui signe la fin du « front républicain », déjà écorné par le glissement de la droite vers les « identitaires » fascistes. C'est un moment important de la montée vers le fascisme que celui où la bourgeoisie envisage de s'appuyer sur les fascistes pour éviter qu'une gauche plus ou moins radicale vienne gratter sur ses privilèges.

La gauche ? Malgré les limites évidentes du score de la NUPES, malgré les limites même de cette alliance, malgré les limites y compris de sa fraction majoritaire, - et avec l'abstention en toile de fond, malgré tout cela, nous avons conscience que l'expression même d'une force politique qui met en avant l'augmentation des salaires et la retraite à 60 ans, est un atout pour nos luttes.
Au lendemain de ces élections, nous constatons une situation *radicalisée* : le bloc bourgeois de Macron et des débris du PS et de LR, est affaibli. A droite et à gauche, deux pôles antagonistes qui expriment la radicalité même de la situation sociale du pays : les fascistes qui se préparent à gouverner en « bons pères de famille », en bons pères fouettards, et l'alternative populaire.

Cette situation radicale, la CGT doit s'y engouffrer avec toutes ses forces et ses revendications, pour empêcher Macron de nuire à notre classe, pour approfondir les contradictions, et en même temps pour faire reculer dans les masses l'influence délétère du racisme et de la division. Alors nous serons en capacité de peser sur une gauche en recomposition pour disposer de relais politiques à la hauteur des besoins du moment.
Il y a du travail. Notre UD est prête à impulser et relayer toutes les luttes à venir qui viennent de la base et constituent les prémices d'un véritable changement de société. Organisons-nous, chassons le défaitisme de nos rangs, et allons de l'avant sur nos deux pieds !

## SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| Edito | Page 2 |
| Vallourec | Page 3 |
| QVS | Pages 4-5 |
| La cotisation syndicale | Page 6 |
| Partenariat Macif | Page 7 |
| Histoire de classe | Pages 8 et 9 |
| Indecosa meeting energie | Page 10 |
| Partenariat Aesio | Page 11 |

Commission paritaire :
0219 S05921 ISSN0152-383X

Directeur de la publication :
Jean Paul DELESCAUT



nvo "Changez de regard sur l'actualité sociale"

# Vallourec

# NI LICENCIEMENTS, NI FERMETURE : NATIONALISATION !

Macron à peine réinstallé, Borne à peine nommée, le gouvernement même pas constitué, Vallourec dont l'état est actionnaire à encore 2,3%, a annoncé mercredi la suppression de 320 emplois, la délocalisation au Brésil et la fermeture de la tuberie de Saint- Saulve. A trois semaines des élections législatives : c'est dire que les actionnaires devaient trépigner.

Et pourquoi ? La presse du capital nous le dit sans filtre : « ***La restructuration de Vallourec lui permettra de capitaliser sur sa remontée en Bourse.*** » Ainsi, la destruction de la vie de 250 salariés et de leur famille, à Valenciennes et à Aulnoye-Aymeries permettra aux actionnaires de gagner de l'argent.

D'autant que, au passage, le licencieur Guillemot a acheté 463 000 actions en mars dernier pour un montant de 5 millions d'euros. Les actions acquises à 10,80 euros valent aujourd'hui, à la veille de la réunion des actionnaires prévue le 24 mai, 12,3 euros.

D'autant que Vallourec a bénéficié d'un prêt de 262 millions d'euros en 2021. 262 millions pour délocaliser au Brésil et licencier en France.

Et le journal patronal « Les Echos » explique sans états d'âme : '***Il faut battre le fer tant qu'il est chaud***, *les deux anciens créanciers de Vallourec, les fonds Apollo et SVP, le savent d'autant mieux qu'ils en sont devenus l'an dernier les principaux actionnaires (à hauteur d'environ 38 %). L'accélération de la restructuration impulsée par le nouveau patron du fabricant de tubes en acier, l'ex-Elior Philippe Guillemot, fait la soudure avec l'envolée du titre en Bourse.* »

**L'Union départementale des syndicats CGT du Nord apporte tout son soutien aux salariés de Vallourec sacrifiés sur l'autel du profit et exige que l'état garantisse la production et les emplois en nationalisant Vallourec.**

# La Qualité de Vie Syndicale pour construire les grands moments revendicatifs...

La mise au plan de travail départemental de la Qualité de Vie Syndicale (QVS) n'est pas simplement qu'une histoire de nombre d'adhésions ou de versements. **C'est aussi et surtout la garantie d'une construction démocratique de nos positions politiques et orientations**, de nos cahiers revendicatifs, de nos stratégies de luttes, de nos plans de renforcement, de la diffusion de notre presse syndicale, etc… Tenant compte des difficultés rencontrées durant le dernier mandat en termes de mobilisations interprofessionnelles, nous devons nous interroger sur les ressorts qui conduisent à cette situation et trouver les sorties possibles pour relancer une dynamique de luttes gagnantes. Cela suppose de bien connaître les enjeux présents dans le débat public, tout en étant conscients de la difficulté à vulgariser un domaine volontairement enrobé dans une présentation toute technocratique et à permettre à l'ensemble du corps militant de s'approprier les sujets qui l'impactent pour faire irruption dans ce même débat public.

## La balkanisation du social, produit d'une mondialisation économique et financière…

Tant au niveau national, que départemental ou local, les groupes et leurs filiales s'installent à grands coups de subventions publiques, d'aides à la création d'infrastructures, payées par une collectivité à laquelle ils refusent pourtant de contribuer financièrement.

S'appuyant sur la mise en concurrence des territoires, ils font pression sur les salaires, les garanties collectives, et les conditions de travail. Les responsables politiques locaux, soucieux de préserver ou de développer l'emploi dans leurs territoires et pris dans une forme de chantage, sont des contributeurs nets de cette mise en concurrence. Par ailleurs, l'évolution du cadre législatif, notamment par le vote de la Loi 3DS amplifie ce processus en permettant la définition des politiques publiques au niveau des territoires en lieu et place de l'Etat, en adaptant et mettant en œuvre les politiques publiques nationales et/ou européennes en fonction des réalités et des vécus des territoires, et en s'enferrant dans la contradiction d'une réponse aux exigences du capital (réduction des obligations et des normes environnementales, sociales, de sécurité, et des contrôles) et d'une réponse aux demandes citoyennes de reconnaissance des particularités, des spécificités, et de la proximité. Quoiqu'en laisse paraître nos décideurs actuels sur la désertification des territoires, c'est bien une véritable refondation et réorientation politique du rôle de l'Etat qui est à l'œuvre avec la Loi 3DS ! Il s'agit d'un Etat autrement, agissant différemment, par la réorganisation des pouvoirs autour du Ministre de l'Intérieur et des Préfets, par la poursuite de la décentralisation des compétences en même temps qu'une recentralisation des moyens financiers et de leur usage, par la mise en place d'un droit à la différenciation et multiplication des expérimentations locales, par la mise à disposition du capital des politiques publiques, et par la poursuite de l'éloignement des populations des services publics en recourant à une numérisation massive. Conscient de son poids dans le rapport de forces actuels, le patronat, y compris au niveau local, pousse toujours plus avant son avantage, remettant en cause l'ensemble des conventions collectives et accords d'entreprises, et attaquant de front notre Sécurité Sociale avec l'aide des gouvernements successifs. Non satisfait d'interdire l'entrée de la démocratie au sein des entreprises qu'il pilote unilatéralement et de manière autoritaire, ce même patronat tente maintenant de la faire reculer dans la société, en faisant gérer les affaires publiques avec des méthodes managériales toujours plus innovantes

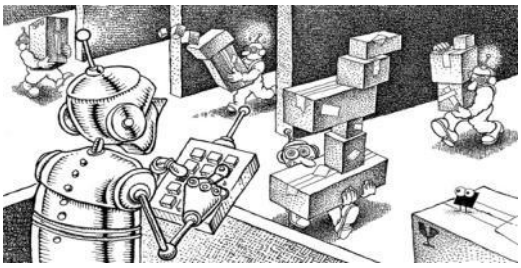
*Le capitalisme ne manque pas d'outils pour ancrer son hégémonie ;*

*- par la mainmise sur la culture, sélectionnée pour maintenir les rapports de force en place ;*

*- par la maîtrise de l'information, dont la concentration dans les mains de quelques-uns interdit le pluralisme des idées et inquiète maintenant jusqu'à la représentation nationale ;*

*- par l'usage des réseaux « (a)sociaux » qui, par le simple jeu des algorithmes, déforme la perception des rapports sociaux, et donne cette impression erronée d'une « action directe » dispensée d'une information préalable et du débat collectif et démocratique ;*

*- par l'organisation du Travail, maintenant le salariat dans l'isolement des processus de production aliénants et dans les mâchoires des injonctions contradictoires.*



## La réponse collective et syndicale…

Face à ces stratégies du choc et de démantèlement des organisations collectives, le syndicalisme, notamment celui de la CGT, possède des armes qu'il peut mettre en œuvre, pour autant qu'il retrouve le chemin de l'organisation démocratique et une qualité de vie syndicale qui permette à chacune et chacun de se former, de s'informer, de débattre et décider collectivement, et de voir traduites en actes ses décisions. Pour résumer, **l'enjeu de ces prochaines années est bien d'organiser, de structurer nos syndicats** pour que puisse s'amorcer une indispensable conscientisation des masses ! Il s'agit donc pour notre CGT d'inscrire son action autour d'une activité revendicative soutenue construite avec les salarié-e-s sur les lieux de travail, d'une augmentation des adhésions et d'une amélioration de notre niveau d'audience.

Ce sont donc des dispositions pratiques de fonctionnement de nos syndicats et Unions Locales qu'il nous fait mettre en œuvre pour répondre à ces enjeux, comme :

- la mise en place de collectifs QVS dans les UL ;
- l'organisation collective et démocratique des syndiqué-e-s au sein de syndicats CGT, ou de sections de syndicats, en renforçant les structures syndicales existantes et en organisant les syndiqué-e-s isolé-e-s au sein de structures professionnelles ;
- l'organisation dans les territoires et syndicats de campagnes de renforcement construites sur leur actualité revendicative ;
- mettre le sujet de la continuité syndicale au plan de travail des collectifs QVS ;
- aider nos structures professionnelles et interprofessionnelles à la publication régulière de journaux CGT de syndicats et sections, et de territoires ;
- Etablir des stratégies d'implantations dans les zones d'activité et les déserts CGT ;
- construire collectivement et en lien avec la politique des cadres, les plans de formation ;

### … et préparer nos rendez-vous démocratiques !

Ces dispositions ne pourront être mises en œuvre et partagées par le plus grand nombre qu'à la condition de faire l'objet d'un large débat au sein de nos structures lors des moments démocratiques que sont nos Congrès. C'est à l'établissement d'un plan de travail sur plusieurs années auquel nous devons nous atteler ! Plusieurs questions doivent être posées lors de ces moments pour affiner la connaissance du périmètre du Syndicat, en définir les statuts en sécurisant ces derniers sur le plan juridique (notamment par référence au travail susceptible d'être réalisé dans les Fédérations), en préparant les débats sur les éventuelles adaptations liées aux évolutions du salariat (création de section UGICT, Retraité-e-s), en construisant collectivement les orientations et repères revendicatifs et en anticipant sur la politique des cadres… C'est donc à partir d'une réflexion et de débats les plus collectifs possibles que ces travaux préparatoires doivent être menés. Ceci suffisamment en amont pour laisser percoler les différentes propositions dans l'Organisation. ***Notre Union Départementale est pleinement inscrite dans cette logique de construction de son 44e Congrès qui va se tenir en juin 2023 à Dunkerque. Il est donc temps de nous engager dans le plan de travail décidé par la CE et envoyé par la coordination de l'UD qui a ouvert plusieurs commissions (Mandats et Votes, Orientations, Statuts, Bilan d'activité et pour la logistique et l'organisation pratique du congrès) et qui a prévu de rencontrer plusieurs syndicats du département.***

# La cotisation syndicale : à quoi ça sert ?

La cotisation syndicale versée mensuellement par le.la syndiqué.e matérialise son appartenance à la CGT et constitue un élément vital au financement de l'activité de TOUTE la CGT.

La cotisation garantit l'indépendance du syndicat vis-à-vis du patronat et des partis politiques et lui permet de développer son projet pour une société de justice sociale, et parvenir à l'émancipation individuelle et collective.

Le reversement à chacune des organisations constitutives de la CGT de la quotepart qui lui revient, constitue aussi un acte de solidarité dans le sens où la cotisation versée à chacune des organisations contribue au développement de l'ensemble des activités de la CGT.

Fixée statutairement à 1%, la cotisation est un principe d'égalité. Chaque syndiqué.e cotise proportionnellement à ses revenus.

La cotisation n'est pas un simple geste d'appartenance au syndicat, c'est un geste de solidarité qui irrigue toutes les structures de la CGT et qui garantit notre indépendance à l'égard de tous les pouvoirs.
La cotisation permet aussi de comptabiliser nos adhérents.e.s. Notre CGT vit à partir de ses syndiqué.e.s. Ils sont la base de notre CGT. Elle rayonne grâce à elles/eux.

Mais être à jour au sein de toutes les structures de la CGT permet à celle-ci de continuer à avoir les moyens de fonctionner et de lutter. Il est de l'intérêt de TOUTE la CGT. La rentrée de cotisations régulière est primordiale voire vitale pour toute la CGT. De plus être syndiqué.e à la CGT, ce n'est pas juste faire un prélèvement de la cotisation au syndiqué.e c'est aussi reverser à toutes les structures de la CGT. La cotisation doit être ENCAISSEE, DECLAREE et REGLEE. Respecter nos règles de vie et nos règles financières, ce n'est pas simplement une question comptable, c'est une question éminemment *politique*.

Faut-il rappeler que le nombre d'adhérent.e.s d'une organisation syndicale comme la nôtre est essentiel pour la construction du rapport de force le plus grand ? La cotisation, le niveau de régularité de son versement doivent être respectés par toutes et tous, pour toutes et tous NOUS RENFORCER COLLECTIVEMENT.

C'est par la cotisation que se financent l'activité et les initiatives de l'ensemble de nos structurations, du syndicat à la confédération.

Depuis quelques années nous perdons des syndiqué.e.s. Nous enregistrons pour l'année 2020 (exercice clos à avril 2022) une perte de 1222 FNI. Nous sommes dans le département du NORD 32 193 syndiqué.e.s.

C'est pourquoi nous devons être ambitieux et inscrire toute la CGT du nord dans une dynamique à la fois de régularisation des retards, mais également de renforcement, de déploiement, de conquête électorale pour faire en sorte que le syndicalisme de luttes, de conquêtes sociales que nous portons, rayonne sur le plus grand nombre de travailleuses et travailleurs.

# Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus de 30 ans, la Macif protège l'activité syndicale

partenariat@macif.fr

la cgt

MACIF

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

# « LE 1ER MAI C'EST NOTRE 14 JUILLET À NOUS » *(militant CGT anonyme, XXIème siècle)*

C'est parce que nous avons fait certains constats que nous avons décidé de faire, après le 1er mai 2022, une petite histoire – courte, du 1er mai.

En effet, les cortèges du 1er mai 2022 dans le Nord, qui ont réunis 4000 manifestants, ont donné comme chaque année l'occasion de faire entendre nos revendications et de partager ensemble une bonne journée ensoleillée. Soit.

*1er mai 2022, Armentières*

*1er mai 2022, Aulnoye*

Mais force nous fut de constater que la mobilisation n'était pas à la hauteur – elle est rarement à la hauteur pour être honnête. Et qu'elle a mobilisé, disons-le sans fausse pudeur, des militants à la moyenne d'âge plutôt élevée…

Pourquoi ? Pourquoi ce rendez-vous historique du mouvement ouvrier, que nos anciens ne rataient ou ne rateraient pour rien au monde, parle-t-il si peu à nombre de nos élus et mandatés, nombre de nos militants et adhérents, et en particulier les plus jeunes ?

Il est vrai que les mobilisations sont souvent plus importantes lorsqu'il s'agit, *ponctuellement*, de défendre nos retraites face à un projet de « réforme » destructeur, ou de défendre l'emploi lorsque les capitalistes décident de fermer une usine. Là, c'est assez clair pour tout le monde…

Mais alors, quel est le sens de la manifestation du 1er mai ? Eh bien comme le disait un camarade rencontré dans un défilé de ce 1er mai, *« le 1er mai, c'est notre 14 juillet à nous »…*

Les racines de la date la plus importante de l'année pour le mouvement ouvrier international se situent aux Etats-Unis, à Chicago précisément. Le 1er mai dans ce pays, au XIXème siècle industriel, c'est le *« moving day »*, c'est-à-dire le jour où les entreprises font leur bilan comptable et où les contrats de travail arrivent à terme (et obligent dès lors les ouvriers remuants à « bouger » vers d'autres horizons…). C'est tout logiquement la date choisie par le mouvement ouvrier étatsunien, date impulsée par les militants anarchistes, pour lancer la grève.

Le 1ermai 1886 sera suivi par d'autres jours de grève, et plusieurs grévistes seront tués par la troupe, avant qu'un attentat opportun permette d'emprisonner des militants et de pendre 4 d'entre eux.

En 1889, pour ne pas oublier, et sous l'impulsion de Jules Guesde, la IIème Internationale décide de fixer le 1er mai comme journée internationale de grève et de manifestation pour mettre en avant la revendication de la journée de 8 heures.
En 1891, à Fourmies, la troupe tire sur les manifestants : 10 d'entre eux, dont deux enfants, sont tués.

## « LE 1ER MAI C'EST NOTRE 14 JUILLET À NOUS » *(militant CGT anonyme, XXIème siècle)*

*1er mai 2022, Dunkerque*

*1er mai 2022, Lille*

Il n'est pas assez de place ici pour dire toute l'histoire du 1er mai, laquelle se décline dans tous les pays du monde, et représente donc, pour le mouvement ouvrier international, à la fois un moment de *mémoire* et un moment d'espoir en l'avenir, avec des revendications toujours nécessaires. *Ci-dessous, le 1er mai 2022 à La Havane, Cuba :*

Le militant ou la militante CGT ne peut pas considérer cette *« journée internationale des travailleurs »* comme un jour parmi d'autres, encore moins comme le jour de la « Fête du Travail » (confisquée et rendue fériée par Pétain et dont le nom complet est « Fête du Travail et de la Concorde sociale » - sic !), ni comme le « jour du muguet » (alors que le mouvement ouvrier s'était choisi l'églantine – rouge, comme symbole).

*1er mai 2022, Roubaix*

*1er mai 2022, Valenciennes*

**Il est de notre responsabilité commune de rendre tout son sens à cette journée, dans nos échanges avec nos camarades, dans nos formations syndicales, pour retrouver des 1er mai massifs à la hauteur de notre histoire mais aussi des enjeux de classe du moment. Enjeux de classe dans toutes leurs dimensions, tant il est vrai que, fondamentalement, le 1er mai est l'expression même de la *conscience de classe*, et donc de notre force et notre capacité à changer le cours de l'histoire.**

# RAPPORT INTRODUCTIF AU MEETING SUR LA QUESTION DE L'ENERGIE DU 17 JUIN 2022

Dans le cadre – chaotique, du capitalisme, l'énergie c'est la *marchandise des marchandises*, c'est le *profit du profit*. Que voulons-nous dire ?

Les énergies, depuis la force motrice de la rivière qui fait tourner le moulin, jusqu'au charbon pour la machine à vapeur, le pétrole pour les transports, l'électricité et le gaz, les énergies sont à la base de toutes les productions, de toutes les richesses.

A cet effet, elles revêtent, au-delà de leur aspect marchand, des enjeux géopolitiques, sociaux et environnementaux considérables. Il n'est dès lors pas étonnant que les Etats, pendant longtemps, aient nationalisé, en totalité ou en partie, les productions d'énergie, car il en allait d'intérêts supérieurs aux marchés, *dans l'intérêt des marchés eux-mêmes.*

Les sources d'énergie ont été au cœur de rivalités impérialistes et des guerres sous régime capitaliste : que l'on songe à l'enjeu du charbon dans les guerres franco-allemandes de 1870 et 1914-18 ; à la mainmise des Etats-Unis sur le pétrole irakien depuis les deux guerres du Golfe, au rôle de la France et de Total dans la guerre de Libye, à la déstabilisation du Venezuela, et plus près de nous, sur le bras de fer que l'OTAN se livre avec la Russie, et qui met en péril l'approvisionnement en gaz et en pétrole, mais aussi en uranium, des pays occidentaux.

Avec la défaite du camp socialiste, la nécessité pour les Etats de contrôler une partie de l'économie, *la partie stratégique*, en vue de la faire échapper à l'anarchie du marché – anarchie du marché qui aurait risqué d'affaiblir l'Occident dans le rapport de force mondial, cette nécessité de contrôle s'est estompée. Désormais le marché s'occupe de tout, les monopoles privés prennent la place que leur assigne *le stade suprême du capitalisme.*

L'on songe immédiatement à la puissance de Total, à la privatisation de EDF et de GDF, et à l'immense braderie organisée par nos gouvernements pour démettre la Nation de ses prérogatives et soumettre la production et la vente d'énergie aux appétits des capitalistes. Mais l'on a pu assister, *en accéléré*, au même processus en Russie et en Ukraine, lors du démantèlement de l'URSS, où le secteur de l'énergie a été capté par des mafias qui ont bâti là d'immenses fortunes et surtout d'immenses pouvoirs. Le processus de privatisations, chez nous, est peut-être plus lent, mais le résultat est le même. Chez eux des oligarques, chez nous des milliardaires, partout la mainmise du capital sur les conditions mêmes du profit général : l'énergie. Et dans tous les cas, la guerre au bout.

L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre donc. Elle irrigue les canaux de la production et donc du profit général des capitalistes, elle est aussi la condition de l'existence des producteurs, lesquels, moins gourmands que les oligarques, ont juste besoin de se chauffer en hiver, de recharger leurs batteries et toutes autres fonctions demandant de l'électricité, et de mettre du carburant dans le véhicule qui les mène sur les lieux même de réalisation du profit. Bref, les producteurs doivent *reproduire leur force de travail* et, avec l'appétit sans bornes des capitalistes et l'abandon par l'Etat de l'énergie à ces derniers, reproduire sa force de travail désormais, ça nous coûte un bras.

Mais comme vous le savez, le capitalisme n'épuise pas que le travailleur, il épuise aussi la nature, comme l'a déjà démontré Marx, à une époque où le climat n'était pas encore déréglé mais le capitalisme si. Car c'est l'ordre même du capital que le désordre. Et s'il est une production, un secteur d'activité qui se marie mal avec le désordre, c'est bien celui de l'énergie. Pourra-t-on convaincre les capitalistes que face aux dangers qui menacent toute l'humanité, ils doivent accepter une planification écologique conçue pour le bien de l'humanité et produite dans la coopération des nations entre elles ? On peut repeindre en vert le gris de la guerre et du profit, on restera dans le vert de gris.

La question du contrôle, par les producteurs du secteur de l'énergie pose, dès lors, la question centrale du contrôle, par les producteurs, de toute la production.

Cette question est posée, nous le pensons, par les intervenants de ce jour, et par leurs exposés sur les modalités pratiques qui ont conduit à priver la Nation de ces conquêtes – des conquêtes durement arrachées à l'ennemi et auxquelles le nom de Marcel Paul reste indéfectiblement attaché, qui ont conduit à aggraver encore un peu plus les conditions d'existence des travailleurs, et qui posent la question même de la guerre et de la paix, voire de la survie de l'humanité.

# PARTENARIAT